

Notifications de transparence

Notified Art. 1.4	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 10.4.3	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 8 septembre 2023	Oui
Notified Art. 10.6.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 12.2	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 1 août 2025	Oui

Renseignements sur l'assistance

Notified Art. 22.3	Oui
--------------------	-----

Légendes:

Oui

Notification présentée

Non

Notification due

Non

Notification non échue

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
1.1	Publication	B	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
1.2	Renseignements disponibles sur Internet	C	au plus tard le 22 février 2026	au plus tard le 08 septembre 2023
1.3	Points d'information	C B»C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 septembre 2027
1.4	Notification	A		au plus tard le 22 février 2017
2.1	Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur	B	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
2.2	Consultations	B	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
3	Décisions anticipées	B	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
4	Procédures de recours ou de réexamen	Ap Cp E	du 22 février 2017 au 22 février 2023	du 22 février 2017 au 30 juin 2026
5.1	Notification de contrôles ou d'inspections renforcés	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2026
5.2	Rétention	A		au plus tard le 22 février 2017
5.3	Procédures d'essai	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2033
6.1	Disciplines générales concernant les redevances et impositions	C	au plus tard le 22 février 2030	au plus tard le 30 juin 2033
6.2	Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 01 août 2025
6.3	Disciplines en matière de pénalités	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 01 août 2025
7.1	Prétraitement avant arrivée	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2026
7.2	Paiement par voie électronique	B	au plus tard le 22 février 2025	au plus tard le 08 septembre 2023
7.3	Séparation de la mainlevée	B	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
7.4	Gestion des risques	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2026

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
7.5	Contrôle après dédouanement	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
7.6	Temps moyens nécessaires à la mainlevée	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2026
7.7	Opérateurs agréés	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2026
7.8	Envois accélérés	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
7.9	Marchandises périssable	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2030
8	Coopération entre les organismes présents aux frontières	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
9	Mouvement des marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
10.1	Formalités	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2026
10.2	Acceptation de copies	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
10.3	Utilisation des normes internationales	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2026
10.4	Guichet unique	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
10.5	Inspection avant expédition	A		au plus tard le 22 février 2017
10.6	Recours aux courtiers en douane	A		au plus tard le 22 février 2017
10.7	Procédures communes à la frontière	B	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 08 septembre 2023
10.8	Marchandises refusées	C	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2033
10.9	Admission temporaire de marchandises	B	au plus tard le 22 février 2021	au plus tard le 08 septembre 2023
11	Transit	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 30 juin 2026
12	Coopération Douanière	Bp Cp	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 01 août 2025

Légendes

A	Notifiée dans la catégorie A	Ap	Notifiée dans la catégorie A		
B	Notifiée dans la catégorie B	Bp	Notifiée dans la catégorie B	C»B	Transfer de la cat. C à la cat. B
C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	B»C	Transfer de la cat. B à la cat. C
N	Pas encore notifiée	E	Report de dates demandé		

Notifications et autres documents

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/N/KEN/1/Add.3	2026-04-16	Extension of implementation dates
G/TFA/N/KEN/1/Add.4	2026-04-16	Earlier implementation
G/TFA/W/132	2026-04-16	Provision on the national transit coordinator - Communication from Kenya
G/TFA/N/KEN/1/Add.1	2023-10-23	Earlier implementation
G/TFA/N/KEN/1/Add.2	2023-10-23	Category shifting and extension of implementation dates
G/TFA/W/92	2023-07-05	The role of technology transfer in building resilience: Trade Facilitation
G/TFA/N/KEN/5	2023-02-23	Donor arrangements and progress in the provision of technical assistance
G/TFA/N/KEN/3/Rev.1	2022-05-18	Article 1.4 - Revision
G/TFA/N/KEN/4	2022-01-07	Articles 10.4.3, 10.6.2, 12.2.2
G/TFA/N/KEN/2	2021-06-10	Article 22.3
G/TFA/N/KEN/3	2021-06-10	Article 1.4
G/TFA/N/KEN/1	2019-10-22	Categories B and C notification
WT/PCTF/N/KEN/1	2015-05-13	Category A notification



1.2.1 (a), (b), (c)

1.2.2

1.2.3

Date indicative de mise en oeuvre

22 février 2026

Date définitive de mise en oeuvre

8 septembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à examiner et mettre à jour les renseignements relatifs à l'accélération de la circulation, de la mainlevée et du dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit, disponibles sur les sites Web des ministères ou organismes participant à la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), et à créer un système de gestion des renseignements efficace;
2. à harmoniser les politiques relatives aux technologies de l'information des ministères ou organismes chargés de la mise en œuvre de l'AFE et à les intégrer au portail national sur le commerce;
3. à améliorer, protéger et maintenir l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC); et
4. à faire connaître le portail d'information et à renforcer les capacités.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Infrastructure et equipment, Sensibilisation*

Agences: Agence de coopération internationale allemande, TradeMark Africa, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Centre du Commerce International

Progrès rapporté

The Kenya Trade Network Agency (KenTrade) is in receipt of technical support from GIZ, TMEA, and UNCTAD to establish and host the Trade Information Portal (TIP) as well as update information in the portal. The agency also received technical support from ITC to create awareness amongst key stakeholders and Partner Government Agencies (PGAs) on availability and access of information in the portal.

The State Department for Trade received technical support from TMEA to develop the Kenya National Trade Information portal. The Department requires support to operationalize the Portal.

Among the support areas in the operationalization of the portal;

- (i) Document, review, and update county/regional government trade procedures to ensure all information is available in the internet.
- (ii) Host, upgrade and set up a system update mechanism for the National Trade Information Portal
- (iii) Create awareness among stakeholders about the availability of information in the internet

1.3.1
1.3.2
1.3.3
1.3.4

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre
30 septembre 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC)*

Transfert de la catégorie B vers la catégorie C.

4.6

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre
30 juin 2026

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à établir un cadre pour relier tous les organismes présents aux frontières; et
2. à renforcer les capacités du Bureau des normes du Kenya (KEBS) et de l'agence KenTrade pour qu'ils assurent la coordination de tous les organismes présents aux frontières en ce qui concerne les questions relatives aux décisions administratives, par le biais du guichet unique.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles*

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

The Ministry responsible for international trade requires technical support from development partners to:

- (i) Develop a framework to set up procedures for appeal/review of administrative decisions
- (ii) Set up institutional mechanism for appeal/review of administrative decisions



5.1 (a), (b), (c), (d)

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023**Date définitive de mise en oeuvre**
30 juin 2026**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

Soutien destiné:

1. à élaborer des systèmes modernes pour notifier aux parties prenantes les contrôles et les inspections renforcés;
2. à équiper et établir l'infrastructure de détection des risques alimentaires, y compris les systèmes d'alerte rapide; et
3. à former le personnel en ce qui concerne les essais relatifs aux alertes ou aux alertes rapides à l'importation.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation***Membres donateurs:** Union européenne**Agences:** TradeMark Africa**Progrès rapporté**

The Kenya Bureau of Standards (KEBS) received capacity-building support from TMEA to hold regular meetings and train stakeholders on notifications. The Bureau also received support from the WTO to capacity-build staff from different government border agencies. The Directorate of Veterinary Services (DVS) received technical support from the EU for new equipment for the detection of food hazards, and refurbish food safety laboratories.

Kenya still requires support as detailed below;

Kenya Plant Health and Inspectorate Service and KEBs will requires assistance to;

- (i) Equip and establish infrastructure to inspect and detect food hazards, including early warning systems at all points of entry.
- (ii) Develop better and proper mechanism for notifying stakeholders about enhanced controls and inspections
- (iii) Train border agencies and other stakeholders on import alerts/ rapid alert tests

5.3.1
5.3.2
5.3.3

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre
30 juin 2033

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à établir, équiper, accréditer et relier les laboratoires;
2. à parvenir à la reconnaissance mutuelle de la conformité par les autres Membres; et
3. à examiner le cadre juridique du KEBS, du Service d'inspection phytosanitaire du Kenya (KEPHIS), de la Direction des services vétérinaires (DVS), du Ministère de la santé et des autres organismes présents aux frontières compétents pour l'aligner sur les dispositions pertinentes de l'Accord sur la facilitation des échanges.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et équipement*

Membres donateurs: Union européenne

Agences: TradeMark Africa

Progrès rapporté

The Kenya Bureau of standards (KEBS) received technical support from TMEA and EU to establish laboratories for testing and to procure laboratory and testing equipment.

Kenya Plant Health and Inspectorate Service received technical support from TMEA to install analytical equipment for testing and personnel training at EU reference laboratories.

However, other key Agencies still require support. The Department of livestock, Department of Fisheries do not have sufficient laboratories for 2nd tests. Technical assistance is required to establish testing laboratories and other logistics and also capacity building for Test Procedures. Development partners' assistance is required in the following areas:

1. Review of the legal frameworks of various border agencies to provide an opportunity for a second test.
2. Establishment and accreditation of more laboratories for testing
3. Equipment
4. Calibration
5. Training and capacity building

6.1.1
6.1.2
6.1.3
6.1.4

Date indicative de mise en oeuvre

22 février 2030

Date définitive de mise en oeuvre

30 juin 2033

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à examiner et simplifier le prélèvement des redevances et des impositions en se fondant sur les critères correspondant au coût des services rendus;
2. à élaborer un mécanisme d'examen périodique des redevances et des impositions en vue de réduire leur nombre et leur diversité; et
3. à rédiger des directives concernant les redevances et impositions que le secteur public doit utiliser, ainsi qu'à créer un groupe d'experts pour aider les organismes présents aux frontières à établir leurs redevances et impositions.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation*

Agences: TradeMark Africa

Progrès rapporté

Kenya received technical support from TMEA through the Shippers Council of Eastern Africa (SCEA) to undertake a study on fees and charges.

Kenya requires technical assistance from development partners to:

- (i) Implement the recommendations of the study findings, including a legal review on existing legislation to allow for a review of fees and charges.
- (ii) Sensitization of importers/exporters, and agents on the applicable fees, charges, and penalties.

6.2 (i), (ii)

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre
1 août 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à rédiger des directives concernant les redevances et impositions spécifiques que les autorités douanières doivent utiliser.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire*

Agences: TradeMark Africa

Progrès rapporté

As noted under Art. 6.1, a study was carried out on fees and charges with the support of TMEA.

Kenya requires technical assistance from development partners to;

(i) Implement the recommendations of the study findings including a legal review on existing legislation to allow for review of fees and charges, specifically for Customs.

(ii) Sensitize sensitization of importers/exporters, and agents on the applicable fees charges, and penalties under Customs.

6.3.1	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
6.3.2	22 février 2023	1 août 2025
6.3.3		
6.3.4 (a), (b)		
6.3.5		
6.3.6	Assistance requise pour la mise en oeuvre Soutien destiné: 1. à établir un mécanisme de traitement des cas dans lesquels une personne divulgue volontairement à l'administration des douanes du Kenya les circonstances d'une infraction à la loi, à la réglementation ou à la procédure douanière avant que l'administration des douanes ne se rende compte de l'infraction; 2. à formuler des directives et politiques qui aideront les agents à faire la distinction entre une erreur et une conduite frauduleuse avant d'imposer des sanctions; 3. à élaborer des manuels de procédure pour l'atténuation, la détermination et la perception des sanctions civiles et administratives; et 4. à aligner la loi nationale sur les dispositions pertinentes de l'Accord sur la facilitation des échanges. Étiquettes: <i>Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire</i>	
6.3.7		
	Agences: à déterminer	
	Progrès rapporté	
	Kenya requires technical support to:	
	(i) Established a legal framework/mechanism to guide on the application of penalties.	
	(ii) Review national laws to align them with the provisions of the TFA.	

7.1.1
7.1.2**Date indicative de mise en oeuvre**
22 février 2023**Date définitive de mise en oeuvre**
30 juin 2026**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

Soutien destiné:

1. à améliorer les systèmes de TIC et à automatiser les opérations menées par l'administration des douanes et les autres organismes compétents;
2. à créer et mettre en œuvre un système de gestion des risques efficace;
3. à intégrer tous les systèmes des organismes présents aux frontières au Plan de la baie de la Direction des ports du Kenya (KPA) pour compléter les manifestes de chargement;
4. à intégrer le Système douanier automatisé (SYDONIA) de l'Ouganda, le Système douanier intégré de Tanzanie (TANCIS) et le Système intégré de gestion douanière (ICMS) pour faciliter les échanges;
5. à consolider le renforcement des capacités des organismes présents aux frontières; et
6. à dispenser des formations concernant les systèmes intégrés de gestion douanière et le guichet unique.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Ressources humaines et formation***Agences:** Agence de coopération internationale allemande**Progrès rapporté**

The Kenya Revenue Authority (KRA) received support from GIZ to facilitate the establishment and operationalization of a Multi-Agency Pre-Arrival Processing Committee to coordinate implementation of Pre-Arrival Processing (P-AP). The Authority also received support from GIZ to undertake a study on P-AP.

Kenya still requires support from development partners to:

- (i) Upgrade agencies' systems to incorporate artificial intelligence to recognize pre-arrival declaration
- (ii) Integrate non-cellular vessels into the Integrated Customs Management System for compatibility.
- (iii) Build capacity and sensitization of stakeholders and border agencies on Pre-Arrival Processing
- (iv) Undertake legal review to accommodate P-AP
- (v) Benchmark with other WTO members who have fully implemented Pre-Arrival Processing

7.4.1
7.4.2
7.4.3
7.4.4

Date indicative de mise en oeuvre

22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre

30 juin 2026

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à renforcer la politique et le plan stratégique concernant la gestion des risques;
2. à former les organismes présents aux frontières et renforcer leurs capacités concernant la gestion des risques;
3. à élaborer un cadre juridique national sur la gestion des risques; et
4. à établir une infrastructure des TIC pour appuyer le cadre national de gestion des risques.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: Agence de coopération internationale allemande

Progrès rapporté

The Kenya Trade Network Agency received technical support from GIZ to roll out the Risk Management Module in the Single Window.

Kenya still requires assistance to implement the Article:

The Kenya Revenue Authority and Kenya Trade Network Agency support to;

- (i) Develop a risk management governance framework for all border agencies
- (ii) Integrate systems for all border agencies to implement Risk Management
- (iii) Train and build capacity of border agencies on Risk Management
- (iv) Train relevant stakeholders on risk management

7.5.1
7.5.2
7.5.3
7.5.4

Date indicative de mise en oeuvre

22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre

8 septembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à formuler une stratégie nationale pour que tous les organismes présents aux frontières mènent un contrôle après dédouanement;
2. à former le personnel de tous les organismes présents aux frontières concernant les procédures et les méthodes de contrôle après dédouanement; et
3. à sensibiliser les parties prenantes concernant le contrôle après dédouanement.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: Organisation mondiale des Douanes

Progrès rapporté

The Kenya Revenue Authority staff were trained on post-clearance audit by WCO. Kenya requires technical assistance from development partners to:

- (i) Develop national framework on post clearance audit
- (ii) Train staff of border agencies on post-clearance audit procedures and methods
- (iii) Sensitize stakeholders on post-clearance audit

7.6.1
7.6.2**Date indicative de mise en oeuvre**
22 février 2023**Date définitive de mise en oeuvre**
30 juin 2026**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

Soutien destiné:

1. à élaborer un document de politique nationale concernant l'établissement et la publication des temps moyens nécessaires à la mainlevée;
2. à créer une unité nationale de coordination interinstitutionnelle relevant du Département d'État chargé du commerce pour mettre en œuvre cette mesure;
3. à concevoir un système de suivi des temps moyens nécessaires à la mainlevée et à garantir leur publication;
4. à former et nommer des personnes qualifiées pour mener des études sur les temps moyens nécessaires à la mainlevée; et
5. à créer une unité nationale relevant du Département d'État chargé du commerce, responsable de la publication et des études sur les délais nécessaires à la mainlevée.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation*

Agences: à déterminer**Progrès rapporté**

Kenya lastly undertook an Average Release Times study in 2011. Currently, it is relying on reports from government agencies that are not conclusive.

Kenya therefore requires technical assistance from development partners to:

- (i) Develop National Framework on Average Release Times
- (ii) Train and build capacity of customs officials on Average Release Times
- (iii) Conduct an Average Release Times study

7.7.1	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
7.7.2 (a) (i), (ii), (iii), (iv), (i), (ii)	22 février 2023	30 juin 2026
7.7.3 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g)		
7.7.4		
7.7.5		
7.7.6		
Assistance requise pour la mise en oeuvre		
<p>Soutien destiné:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. à mettre au point un mécanisme national de coordination et de coopération entre les autorités douanières et les autres organismes présents aux frontières; 2. à élaborer les règles et procédures régissant les opérateurs économiques agréés (OEA) nationaux . 		
Étiquettes: <i>Cadre législatif et réglementaire, Procédures institutionnelles</i>		
Agences: Organisation mondiale des Duanes, Agence de coopération internationale allemande, Commonwealth Secretariat		
Progrès rapporté		
<p>Kenya Revenue Authority received technical support from the GIZ to establish a Technical Working Group (TWG) on Authorized Economic Operators' (AEOs) Recognition Framework. The Framework will facilitate expedited clearance of cargo for AEOs by all the relevant border agencies.</p> <p>GIZ also supported the Authority to undertake a study on implementation of AEOs Programme.</p> <p>The Authority also received technical assistance from WCO to train staff on AEOs security validation.</p> <p>The Kenya International Freight and Forwarding Association (KIFWA), is undertaking sensitization for its members on AEOs programme with the technical support from GIZ and Commonwealth Secretariat.</p> <p>Under the AEOs programme, GIZ will further support the following activities:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Engagement of CEOs of the Partner Government Agencies (PGAs) on AEOs 2. Workshop for Senior Managers of the PGAs 3. Training of staff from the various PGAs on the AEO Programme 4. Workshops of the National Trade Facilitation Committee for development of the AEO Recognition Framework <p>However, Kenya still requires assistance from development partners to:</p> <ol style="list-style-type: none"> (i) Build capacity of the border agencies and the private sector on the programme (ii) Implement findings of the study on implementation AEOs programme (iii) Develop a legal framework for AEOs programme recognition 		

7.8.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h) **Date indicative de mise en oeuvre**
7.8.2 (a), (b), (c), (d) 22 février 2023
7.8.3

Date définitive de mise en oeuvre
8 septembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à sensibiliser les parties prenantes concernant l'AFE et les envois accélérés;
2. à harmoniser les règlements et les opérations menées par les organismes présents aux frontières concernant le dédouanement des envois accélérés; et
3. à mener des études sur les temps nécessaires à la mainlevée auprès de tous les organismes du corridor de transit participant au traitement et à la mainlevée des envois accélérés.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Sensibilisation*

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

Kenya requires technical support from development partners to:

- (i) Harmonize operations of the agencies at the border to enable expedited shipment.
- (ii) Develop national framework on expedited shipments to on-board all border agencies
- (iii) Sensitize and create awareness on expedited shipments

7.9.1 (a), (b)
7.9.2
7.9.3
7.9.4

Date indicative de mise en oeuvre

22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre

30 juin 2030

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à créer l'infrastructure nécessaire pour le traitement des marchandises périssables aux points d'entrée, comme des chambres froides et des parcs pour animaux;
2. à harmoniser les procédures et opérations de tous les organismes participant au dédouanement et à la mainlevée des marchandises périssables, y compris les heures d'ouverture aux points d'entrée et de sortie aux frontières;
3. à former le personnel au traitement des marchandises périssables.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et équipement, Ressources humaines et formation*

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

Kenya requires technical assistance from development partners to:

- (i) Set up plug-ins reefer, cold rooms, and other holding facilities at all entry points
- (ii) Build capacity and sensitize border agencies on the handling of perishable goods.



8.1
8.2 (a), (b), (c), (d), (e)

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre
8 septembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à former les membres des comités frontaliers mixtes aux prescriptions et procédures relatives à la coopération transfrontières;
2. à établir des installations communes pour les points frontaliers restants ainsi qu'à harmoniser les procédures et formalités;
3. à définir et analyser les procédures, le mandat et les opérations existants de chaque organisme, en vue de concevoir un nouvel ensemble d'opérations conjointes alignées sur les normes et les meilleures pratiques internationales;
4. à former les fonctionnaires en matière d'opérations conjointes transfrontières et de gestion des risques; et
5. à renforcer les capacités pour établir des échanges d'information électroniques entre les Membres de l'OMC.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Diagnostic et évaluation des besoins, Ressources humaines et formation*

Membres donateurs: Union européenne

Agences: TradeMark Africa, Banque mondiale, Banque Africaine de Développement, Agence Japonaise de Coopération Internationale

Progrès rapporté

Kenya received technical support from the following development partners to establish One Stop-Border Posts (OSBPs);

- (i) TMEA- Malaba, Busia, and Moyale.
- (ii) JICA- Taveta, and Namanga
- (iii) WBG- Rhamu and Mandera
- (iv) ADB- Suam (under construction)

Kenya also received technical support from EU through the European Development Fund (EDF) to train border agency officials & small-scale traders on joint border operations.

Kenya still requires technical assistance from development partners to:

- (i) Train border agencies on border agency cooperation requirements and procedures
- (ii) Establish shared facilities at the OSBP and harmonising procedures and formalities
- (iii) Upgrade infrastructure facilities at the remaining OSBPs.

10.1.1 (a), (b), (c), (d)

Date indicative de mise en oeuvre

22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre

30 juin 2026

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à harmoniser les procédures nationales menées aux frontières par les organismes kenyans présents aux frontières avec celles des États partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et des autres pays frontaliers;
2. à former les parties prenantes en ce qui concerne les ensembles d'outils de documentation commerciale et l'analyse des processus commerciaux;
3. à simplifier et normaliser les documents commerciaux, manuels et électroniques, en vue de réduire leur nombre (le cas échéant);
4. à analyser les règlements, procédures et formulaires existants en vue de simplifier les documents commerciaux;
5. à entreprendre un examen législatif et réglementaire des procédures et prescriptions en matière de documents requis; et
6. à faire connaître les procédures révisées aux parties prenantes.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Diagnostic et évaluation des besoins, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: TradeMark Africa, Agence de coopération internationale allemande

Progrès rapporté

The Kenya Trade Network Agency received support from TMEA and GIZ to simplify procedures for the online documented commodities for export. This was done through the Simplification Working Group. The agency has so far simplified the procedures for nine commodities for export and established working groups for different PGAs to work on the simplification of the commodities.

TMEA has contracted a consultant to provide technical assistance to the State Department for Trade. The technical assistance will carry out the following:

- (i) Undertake legislative and regulatory review on procedures and documentation requirements
- (ii) Develop simplified SOPs for trade regulatory agencies for ease of trading
- (iii) Carry out stakeholders' sensitization on the simplification of procedures in collaboration with National Trade Facilitation Committee
- (iv) Develop documentation toolkit and train stakeholders on business process analysis
- (v) Alignment of national trade procedures among border agencies in accordance with the regional Protocols

However, Kenya still requires assistance from development partners to;

- (i) Simplify procedures for all the documented products for exports with an aim of reducing the administrative burden costs
- (ii) Simplify & standardize trade documents
- (iii) Sensitize all border agencies and MSMEs to conform to standards operating procedures
- (iv) Review legislation of all border agencies to simplify formalities and procedures

10.2.1
10.2.2
10.2.3

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre
8 septembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à élaborer un cadre juridique et/ou des procédures administratives concernant l'acceptation de copies.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire*

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

Kenya needs support on the sensitization of all Partner Government Agencies on the acceptance of copies and its role in trade facilitation.

10.3.1
10.3.2**Date indicative de mise en oeuvre**
22 février 2023**Date définitive de mise en oeuvre**
30 juin 2026**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

Soutien destiné:

1. à sensibiliser les parties prenantes aux différentes normes internationales applicables;
2. à évaluer l'impact des normes sur l'économie nationale et régionale;
3. à élaborer des normes nationales, régionales et internationales; et
4. à participer aux réunions internationales sur l'élaboration et l'examen des normes.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Diagnostic et évaluation des besoins, Sensibilisation***Membres donateurs:** Union européenne**Agences:** TradeMark Africa**Progrès rapporté**

The Kenya Bureau of Standards received technical assistance from TMEA for the following activities:

- (i) Build capacity of staff on standards
- (ii) Participate in development and harmonization of regional standards
- (iii) Create awareness among stakeholders on standards
- (iv) Train SMEs & Businesses on standards and technical regulations

The Bureau also received support from EU Mark-Up Programme for sensitization and training of stakeholders on international standards.

The Kenya Bureau of Standards still requires assistance from development partners to:

- (i) Participate in development and review of regional & international standards
- (ii) Undertake a study to evaluate the impact of national, regional and international standards on trade

10.4.1
10.4.2
10.4.3
10.4.4

Date indicative de mise en oeuvre

22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre

8 septembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à moderniser l'infrastructure des TIC pour le guichet unique;
2. à élaborer un cadre juridique pour relier tous les organismes présents aux frontières à la plate-forme du guichet unique;
3. à établir et intégrer les plates-formes des TIC pour différents organismes présents aux frontières; et
4. à mettre au point un mécanisme de partage des renseignements entre les organismes présents aux frontières.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Infrastructure et equipment, Procédures institutionnelles*

Agences: TradeMark Africa, Agence de coopération internationale allemande

Progrès rapporté

Kenya received technical support from TMEA to:

- (i) Develop Maritime Single Window
- (ii) Integrate the National Electronic Single Window with the Integrated Customs Management System and the Pharmacy and Poisons Board's systems (ongoing).
- (iii) Develop a mechanism for sharing information - Business Intelligence Tool (BI)

Kenya also received support from GIZ for capacity building for PGAs on risk management module under the Single Window.

Kenya still requires assistance from development partners to:

- (i) Train and create awareness among stakeholders and all border agencies in the use of the single window
- (ii) Develop enabling regulations for the implementation of the Kenya National Electronic Single Window
- (iii) Integrate all agencies' systems to the Single Window and BI

10.8.1
10.8.2**Date indicative de mise en oeuvre**
22 février 2023**Date définitive de mise en oeuvre**
30 juin 2033

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à installer des incinérateurs modernes et d'autres types d'installations d'élimination; et
2. à examiner la politique et/ou le cadre juridique relatif aux marchandises refusées afin d'assurer la conformité avec les dispositions de l'AFE pertinentes.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment*

Agences: à déterminer**Progrès rapporté**

Kenya requires assistance from development partners to provide and install disposal facilities at entry points such as incinerators and other disposal facilities.

11.1 (a), (b)	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
11.2	22 février 2023	30 juin 2026
11.3		
11.4		
11.5		
11.6 (a), (b)	Assistance requise pour la mise en oeuvre	
11.7	Soutien destiné:	
11.8	1. à renforcer le cadre juridique qui appuie la mise en œuvre du suivi des cargaisons;	
11.9	2. à améliorer l'infrastructure du corridor de transit;	
11.10	3. à simplifier les formalités, les procédures de documentation et les contrôles douaniers relatifs aux cargaisons en transit; et	
11.11	4. à harmoniser le système de suivi électronique des marchandises de la CAE.	
11.12		
11.13		
11.14		
11.15		
11.16 (a), (b), (c)	Étiquettes: <i>Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment</i>	
11.17		
	Agences: TradeMark Africa	
	Progrès rapporté	
	The Kenya Revenue Authority received technical assistance from TMA to develop and host the Regional Electronic Cargo Tracking System (RECTS) and procurement of vehicles for Rapid Response Unit responsible for responding to cargo diversion in transit.	
	The Kenya Revenue Authority also received technical support from GIZ to simplify procedures on transit.	
	Kenya requires assistance from development partners to:	
	(i) Integrate the cargo tracking systems in the northern and central corridors	
	(ii) Capacity building of relevant stakeholders on cargo tracking systems	

	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
12.1.1	22 février 2023	1 août 2025
12.1.2		
12.2.1		
12.2.2		
12.5.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f)		
12.5.2		
12.5.3		
12.6.1 (a), (b), (c), (d), (e)		
12.6.2		
12.7.1 (a), (b), (c), (d), (e)		
12.7.2		
12.8		
12.9.1		
12.9.2		
12.10 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h)	Étiquettes: <i>Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation</i>	
12.11.1 (a), (b), (c)		
12.11.2		

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

Articles 12.1 & 12.2:

Kenya requires assistance from development partners to:

- (i) Build capacity on customs cooperation with other customs authorities
- (ii) Identify areas that need a legal review in the EACCMA 2004 and other regional and multilateral agreements to ensure compliance with TFA

Articles 12.4 -12.11:

All border agencies require assistance from development partners to:

- (i) Build capacity on customs cooperation
- (ii) Identify areas that need a legal review in EACCMA, 2004 and other regional and multilateral agreements to ensure compliance with TFA

12.4.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f)
12.4.2

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre
1 août 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Soutien destiné:

1. à renforcer les capacités de l'administration douanière du Kenya en ce qui concerne la coopération avec les autres autorités douanières; et
2. à examiner le droit douanier de la CAE pour assurer le respect des dispositions de cet article.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation*

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

Articles 12.1 & 12.2:

Kenya requires assistance from development partners to:






- (i) Build capacity on customs cooperation with other customs authorities
- (ii) Identify areas that need a legal review in the EACCMA 2004 and other regional and multilateral agreements to ensure compliance with TFA

Articles 12.4 -12.11:

All border agencies require assistance from development partners to:

- (i) Build capacity on customs cooperation
- (ii) Identify areas that need a legal review in EACCMA, 2004 and other regional and multilateral agreements to ensure compliance with TFA

Légendes

	Notifiée dans la catégorie C		Notifiée dans la catégorie C		Report de dates demandé
	Arrangement avec des donateurs notifié		Arrangement avec des donateurs pas encore notifié		

Téléchargé le 17 juin 2026

Mis à jour le 24 avril 2026